

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin](#)[Registre de copies de lettres envoyées](#)[CNAM FG 15 \(26\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à Hourlier, Anceaux, Desquilbet et Cie, 24 janvier 1887](#)

Jean-Baptiste André Godin à Hourlier, Anceaux, Desquilbet et Cie, 24 janvier 1887

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

2 Fichier(s)

Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

DroitsFamillistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Présentation

Auteur·e[Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction[24 janvier 1887](#)

Lieu de rédactionGuise (Aisne) - Famillistère

Destinataire[Hourlier, Anceaux, Desquilbet et Cie](#)

Lieu de destinationSaint-Michel-en-Thiérache (Aisne)

Scripteur / Scriptrice[Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Description

RésuméSur une pétition en faveur d'un minimum salarial. Hourlier, Anceaux, Desquilbet et Cie ont écrit à Godin au sujet de sa proposition d'entente amiable des patrons de l'industrie de la fonderie pour le relèvement des salaires des ouvriers et ouvrières. Godin explique qu'il n'a pas recueilli assez de signatures mais qu'il a décidé d'adresser aux chambres une pétition signée par tous les ouvriers de la contrée. Il lui envoie le numéro du *Devoir* contenant la pétition.

NotesLa pétition des ouvriers de la fonderie Hourlier, Anceaux, Desquilbet et Cie est conservée au Cnam dans le fonds Godin (FG 13 (6) (b)).

Mots-clés

[Fonderie](#), [Pétitions](#), [Travailleurs et travailleuses](#)

Personnes citées

- [Assemblée nationale \(France\)](#)
- [Sénat \(France\)](#)

Œuvres citées« Pétition demandant une sanction à la loi du 21 mars 1884 sur les Syndicats ouvriers, et par cette sanction un remède aux crises du travail et de l'industrie », *Le Devoir*, t. 11, n° 437, 23 janvier 1887, p. 50-55. [En ligne : <https://cnum.cnam.fr/pgi/fpage.php?P1132.11/53/100/838/0/0>, consulté le 24 novembre 2023]

Notice créée par [Pauline Pélissier](#) Notice créée le 14/06/2024 Dernière modification le 27/09/2024
